

N°371  
AVRIL  
2021

# BULLETIN MENSUEL

L'AGENCE FRANCE TRÉSOR A POUR MISSION DE GÉRER LA DETTE ET LA TRÉSORERIE DE L'ÉTAT AU MIEUX DES INTÉRÊTS DU CONTRIBUABLE ET DANS LES MEILLEURES CONDITIONS DE SÉCURITÉ

Actualité de l'Agence  
France Trésor

page 1

Actualité  
économique

page 2

Données générales  
sur la dette

page 4

Marché  
secondaire

page 6

Dettes négociables  
de l'État

page 7

Économie française et  
comparaisons internationales

page 9

Actualité de l'Agence  
France Trésor

## POINT SUR L'EXÉCUTION DU BUDGET 2020

Sous l'effet de l'augmentation du déficit public provoquée par les mesures de soutien en réponse à la crise de la Covid-19 et des quatre lois de finances rectificatives adoptées l'an dernier, le besoin de financement de l'État en 2020 s'est inscrit en hausse de 79,0 Md€ par rapport au montant prévu en loi de finances initiale (LFI) mais en nette baisse de -52,5 Md€ par rapport à celui prévu en quatrième loi de finances rectificative (LFR4) pour s'établir à 309,5 Md€, dont 178,1 Md€ pour le déficit à financer, et 136,1 Md€ pour l'amortissement de la dette à moyen et long terme de l'État arrivée à échéance dans l'année.

Cette nette amélioration du besoin de financement par rapport à la prévision de la LFR4 pour 2020 s'explique principalement par un déficit à financer inférieur de 45,2 Md€ au montant de 223,3 Md€ voté en LFR4 le 30 novembre 2020, dans un contexte d'incertitude sur l'ampleur et l'impact économique en France de la deuxième vague de la pandémie.

En milliards d'euros	2020					Exécution
	LFI (28 décembre 2019)	LFR 1 (23 mars 2020)	LFR 2 (15 avril 2020)	LFR 3 (23 juillet 2020)	LFR 4 (30 novembre 2020)	
<b>Besoins de financement</b>						
Amortissement de la dette à moyen et long terme	136,4	136,4	136,2	136,2	136,1	136,1
Dont amortissement de la dette à moyen et long terme (nominal)	130,5	130,5	130,5	130,5	130,5	130,5
Dont suppléments d'indexation versés à l'échéance (titres indexés)	5,9	5,9	5,7	5,7	5,6	5,6
Amortissements des autres dettes	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
SNCF Réseau - amortissements	1,8	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7
Déficit à financer	93,1	109,0	185,5	225,1	223,3	178,1
Autres besoins de trésorerie	-1,3	-1,5	0,7	0,7	0,4	-6,9
<b>Total</b>	<b>230,5</b>	<b>246,1</b>	<b>324,6</b>	<b>364,2</b>	<b>362,0</b>	<b>309,5</b>
<b>Ressources de financement</b>						
Émission de dette à moyen et long termes nette des rachats	205,0	210,0	245,0	260,0	260,0	260,0
Ressources affectées à la Caisse de la dette publique et consacrées au désendettement	2,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Variation nette de l'encours des titres d'État à court terme	10,0	27,5	64,1	82,9	53,7	54,7
Variation des dépôts des correspondants	6,4	0,0	0,0	1,8	15,0	27,8
Variation des disponibilités du Trésor	3,6	4,1	9,0	9,0	11,0	-63,4
Autres ressources de trésorerie	3,5	4,5	6,5	10,5	22,3	30,4
<b>Total</b>	<b>230,5</b>	<b>246,1</b>	<b>324,6</b>	<b>364,2</b>	<b>362,0</b>	<b>309,5</b>

Source : Agence France Trésor, DGFIP au 14 avril 2021

Pour couvrir le besoin de financement, l'Agence France Trésor a émis 289,5 Md€ d'OAT à moyen et long terme et racheté 29,5 Md€ de titres arrivant à échéance en 2021 et 2022, soit un montant d'émission d'OAT net des rachats de 260 Md€, en hausse de +55 Md€ par rapport à la prévision de la LFI pour 2020. Sur le segment court terme, l'encours des BTf a augmenté de 54,7 Md€ en 2020, soit +44,7 Md€ de plus que prévu en LFI. La part des BTf dans l'encours de dette est ainsi passée de 5,9 % fin 2019 à 8,1 % fin 2020, niveau demeurant historiquement modéré, comparable à celui de 2006, avant la grande crise financière, et qui n'avait été retrouvé qu'en 2016.

En 2020, la France a bénéficié malgré la crise, grâce au soutien décisif de l'Eurosystème et en particulier du programme d'achats d'urgence face à la pandémie (PEPP), de conditions de financement très favorables en 2020 et s'est financée à moyen et long termes à un taux négatif moyen de -0,13 %. Ce contexte de taux très bas a continué d'induire en 2020 l'enregistrement d'importantes primes nettes de trésorerie à l'émission, de sorte que les autres ressources de trésorerie atteignent 30,4 Md€, contre 3,5 Md€ retenu en LFI.

Enfin, les dépôts des correspondants du Trésor ont augmenté de 27,8 Md€ par rapport à fin 2019, contre 6,4 Md€ prévu en LFI. En conséquence d'un déficit exécuté nettement plus faible que prévu en LFR4 et de la hausse des dépôts des correspondants, les disponibilités du Trésor en fin d'année se sont inscrites en hausse de 63,4 Md€ entre fin 2019 et fin 2020, au lieu d'une diminution de 3,6 Md€ prévue en LFI. Cette hausse des disponibilités permettra notamment de financer les crédits votés en 2020 mais reportés en 2021.

**Le Programme de Stabilité présenté le 27 avril dernier actualise les prévisions de croissance et la trajectoire de finances publiques que le Gouvernement s'est fixée pour les années 2021 à 2027. Cette trajectoire inclut l'impact du plan de relance qui permettra d'accélérer la reprise et de soutenir le potentiel de croissance en vue de retrouver le niveau d'activité d'avant-crise d'ici 2022 et de préparer l'économie française pour l'après-Covid, en accélérant la transition écologique et en favorisant l'investissement, l'innovation et la cohésion sociale et territoriale.**

Après avoir reculé de -8,2 % en 2020, le PIB français rebondirait en 2021 de +5,0 % puis de +4,0 % en 2022, et l'activité retrouverait en 2022 son niveau de 2019. La consommation des ménages, soutenue par les mesures de hausse du pouvoir d'achat et les baisses d'impôts décidées depuis le début du quinquennat, ainsi que par les mesures d'urgence mises en œuvre en réponse aux effets économiques de la crise sanitaire, devrait être dynamique sur l'horizon de prévision, à mesure que les contraintes sanitaires seraient allégées. Le scénario de croissance de moyen terme repose sur un retour de la croissance potentielle sur le rythme de 1,35 % par an visé avant la crise, mais en faisant l'hypothèse qu'une perte pérenne de PIB induite par la crise par rapport à la tendance pré-crise, évaluée à 2 ¼ pts de PIB, ne serait pas rattrapée. L'inflation augmenterait à +1,1 % en moyenne annuelle en 2021 après +0,5 % en 2020, principalement du fait des prix énergétiques. En 2022, l'inflation diminuerait à +0,8 %, avec le ralentissement des prix administrés (tabac) et sous l'hypothèse d'un gel du cours du baril de pétrole.

Après un solde public de -3,1 % du PIB en 2019 (-2,2 % du PIB hors double coût exceptionnel lié à la transformation du CICE), ce dernier s'est fortement dégradé en 2020 pour atteindre -9,2 % du PIB en raison de la crise sanitaire et économique majeure. Ce niveau de solde, moins dégradé que la dernière projection de -11,3 % du PIB réalisée à l'occasion de la 4<sup>ème</sup> loi de finances rectificative pour 2020, s'explique en particulier par le soutien massif et efficace apporté à l'économie française pour faire face à l'ampleur de la crise. Début 2021, la France continue de faire face à une situation sanitaire difficile, caractérisée au premier semestre par l'arrivée de nouveaux variants qui ont imposé un renforcement des mesures d'endiguement et ont retardé la normalisation sanitaire permise par la vaccination. En conséquence, la prévision de solde public est proche du niveau observé en 2020, avec un solde désormais attendu à -9,0 % du PIB sur l'année 2021.

Le rebond de la croissance permettrait certes au déficit de refluer par rapport à 2020, mais le maintien des dispositifs de soutien initiés en 2020 et des dépenses sanitaires exceptionnelles, cumulés avec la mise en œuvre rapide des mesures du plan de relance sur le territoire et dans tous les domaines d'activité, viendrait limiter l'amélioration du solde public cette année. À partir de 2022, le niveau d'activité serait revenu au-dessus de son niveau d'avant crise, permettant une décade du coût des mesures discrétionnaires, qui seraient alors essentiellement portées par l'exécution de la relance. Le solde public s'améliorerait alors plus nettement, à -5,3 % du PIB sur l'année 2022.

La croissance de la dépense publique en volume hors crédits d'impôts s'établirait à +2,7 % en 2021 et -3,3 % en 2022, après +6,9 % en 2020. La décade en 2022 refléterait la sortie des dispositifs d'urgence et le contrecoup de l'exécution d'une partie importante du plan de relance en 2021. La part des dépenses publiques s'est établie à 61,3 % du PIB en 2020 et reviendrait à 60,4 % en 2021 puis 56,0 % en 2022, après 53,8 % en 2019, sous le double effet d'un niveau du PIB encore inférieur à son tendancier d'avant crise et des mesures de soutien et de relance.

Le ratio de prélèvements obligatoires (PO) rapporté au PIB a augmenté de +0,9 point en 2020 pour s'établir à 44,7 % du PIB, en raison du recul du PIB. En prévision, il reculerait à 43,5 % en 2021 et 43,4 % en 2022. Cette trajectoire heurtée serait en partie due à la résistance transitoire des PO face à la crise en 2020. En 2021, le phénomène inverse s'observerait : le rebond spontané des prélèvements obligatoires serait moins important que celui de l'activité, affectant à la baisse le ratio de prélèvements obligatoires. La résistance des PO à la crise s'estomperait donc entièrement en 2021 et les PO évolueraient spontanément comme le PIB valeur en cumulé sur les deux années 2020 et 2021.

En 2020, le niveau de dette publique s'est établi à 115,7 % du PIB. Il s'agit d'une augmentation de près de 20 points par rapport à 2019, résultat du creusement inédit du déficit et de la baisse du PIB à la suite de la crise sanitaire. En 2021, le ratio d'endettement continuerait d'augmenter malgré le rebond de l'activité, du fait notamment d'un déficit toujours fortement creusé, et atteindrait 117,8 %, avant de baisser légèrement en 2022 sous l'effet du rattrapage du PIB, à 116,3 %.

Le Gouvernement privilégie une trajectoire de maîtrise de la dépense et de soutenabilité de la dette volontaire mais crédible, fondée sur la priorité à la reprise économique en sortie de crise et un objectif de stabilisation puis de décroissance du ratio de dette publique d'ici 2027. La hausse de la dette représenterait, avec ces hypothèses et une évolution spontanée des dépenses, près d'un point de PIB année après année après le choc enregistré en 2020 et 2021, et un déficit qui demeurerait autour de 4 ½ % du PIB. L'action requise ne passera pas par des hausses d'impôt. La situation nécessite de soutenir la croissance potentielle, notamment par le plan de relance, et de maîtriser l'évolution des dépenses publiques, en contenant leur progression à +0,7 % par an en volume entre 2022 et 2027 (une fois corrigé l'effet mécanique de l'extinction de la relance et des mesures de soutien) en priorisant les dépenses efficaces pour favoriser la croissance, l'inclusion et les transitions écologique et numérique.

Malgré la forte hausse des besoins de financement des États liée à la crise sanitaire et aux mesures de confinement, la France a bénéficié de conditions de financement très favorables en 2020, sous l'effet conjoint de la politique monétaire accommodante de la Banque centrale européenne et de l'intérêt renforcé des investisseurs pour les obligations souveraines les plus liquides. Le profil de taux sous-jacent à la prévision de charge de la dette repose sur l'hypothèse de relèvement des taux directeurs de la BCE à partir de 2023, en cohérence avec les orientations avancées de politique monétaire (forward guidance) de la Banque centrale européenne et les autres hypothèses macroéconomiques retenus dans le Programme de stabilité. Ainsi, dans un contexte macroéconomique affaibli par la crise sanitaire, les taux courts resteraient faibles. En cohérence avec ces hypothèses d'inflation, le scénario retient l'hypothèse, prudente, que les taux de moyen et long terme sont susceptibles de remonter progressivement. Il est fait l'hypothèse d'une remontée du taux nominal à 10 ans au rythme de 50 points de base par an à partir de 2022.

	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	
<b>Croissance du PIB</b>	<b>-8,2</b>	<b>5</b>	<b>4</b>	<b>2,3</b>	<b>1,6</b>	<b>1,4</b>	<b>1,4</b>	<b>1,4</b>	<b>(croissance réelle)</b>
<b>Solde public</b>	<b>-9,2</b>	<b>-9</b>	<b>-5,3</b>	<b>-4,4</b>	<b>-3,9</b>	<b>-3,5</b>	<b>-3,2</b>	<b>-2,8</b>	<b>(% du PIB)</b>
Solde conjoncturel	-4,6	-2,2	-0,6	-0,1	0	0	0	0	(% du PIB)
Solde structurel	-1,6	-6,7	-4,4	-4,1	-3,8	-3,5	-3,1	-2,8	(% du PIB potentiel)
Mesures ponctuelles et temporaires	-3	-0,2	-0,2	-0,2	0	0	0	0	(% du PIB potentiel)
Ratio de dépenses publiques	61,3	60,4	56	54,8	54,2	53,8	53,4	53,1	(% du PIB)
Ratio de prélèvements obligatoires	44,7	43,5	43,4	43,4	43,6	43,7	43,7	43,7	(% du PIB)
Evolution de la dépense publique hors crédit d'impôt	7,1	3,8	-2,5	1,2	2	2,1	2,3	2,4	(croissance nominale)
	6,9	2,7	-3,3	0	0,5	0,4	0,5	0,7	(croissance réelle)
<b>Dette publique</b>	<b>115,7</b>	<b>117,8</b>	<b>116,3</b>	<b>117,2</b>	<b>118</b>	<b>118,3</b>	<b>118,2</b>	<b>117,7</b>	<b>(% du PIB)</b>

Pour plus d'informations, retrouvez l'intégralité du programme de stabilité sur le site [www.tresor.economie.gouv.fr](http://www.tresor.economie.gouv.fr)

### CALENDRIER INDICATIF D'ADJUDICATION

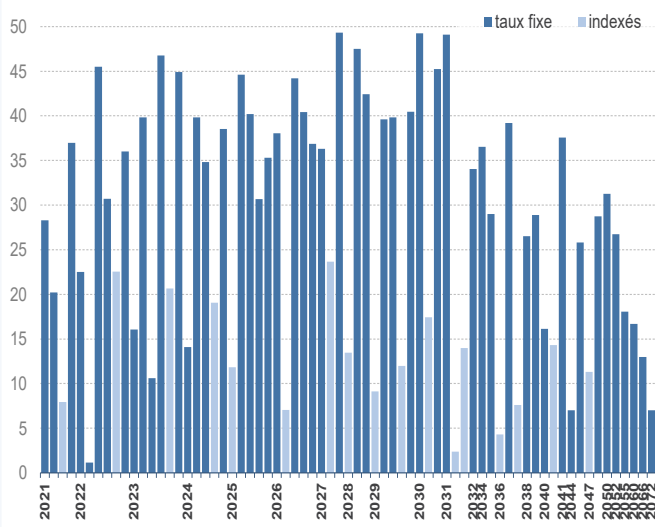
		Court terme					Moyen terme	Long terme	Indexés
<b>Mai 2021</b>	date d'adjudication	3	10	17	25	31	20	6	20
	date de règlement	5	12	19	27	02/06	24	10	24
<b>Juin 2021</b>	date d'adjudication	7	14	21	28	/	17	3	17
	date de règlement	9	16	23	30	/	21	7	21

décalage (jour fériés, etc.)

Source : Agence France Trésor

### DETTE NÉGOCIABLE À MOYEN ET LONG TERME DE L'ÉTAT AU 31 MARS 2021

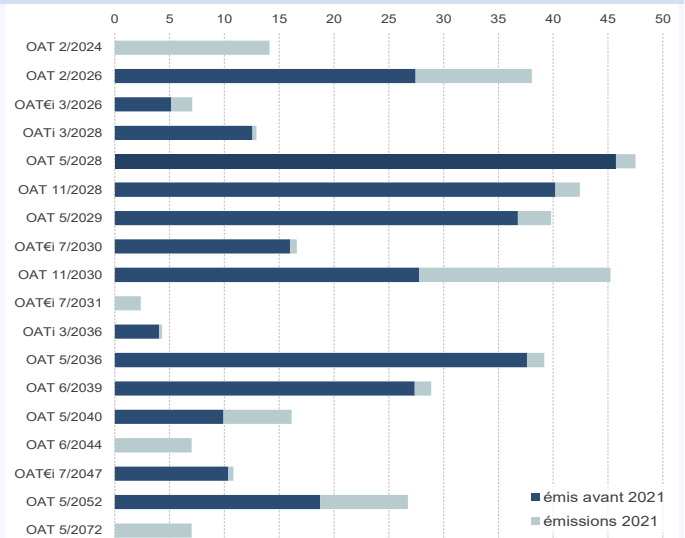
ENCOURS ACTUALISÉ PAR LIGNE, EN MILLIARDS D'EUROS



Source : Agence France Trésor

### MOYEN ET LONG TERME : ÉMISSIONS DE L'ANNÉE ET CUMUL AU 31 MARS 2021

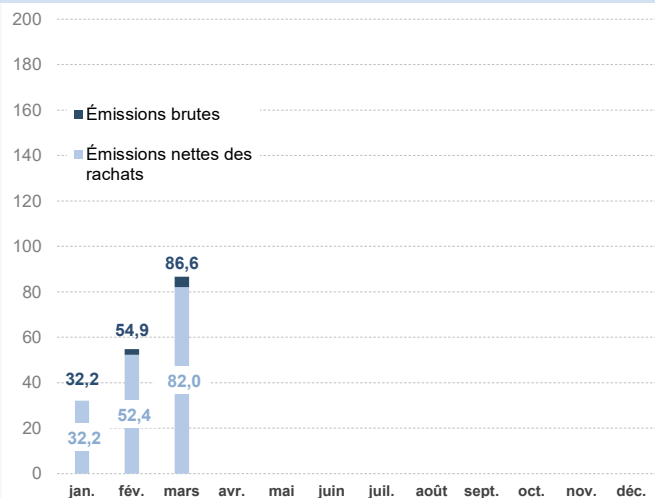
EN MILLIARDS D'EUROS



Source : Agence France Trésor

### ÉMISSIONS AU 31 MARS 2021

EN MILLIARDS D'EUROS



Source : Agence France Trésor

### MOYEN ET LONG TERME : ÉCHÉANCIER PRÉVISIONNEL AU 31 MARS 2021

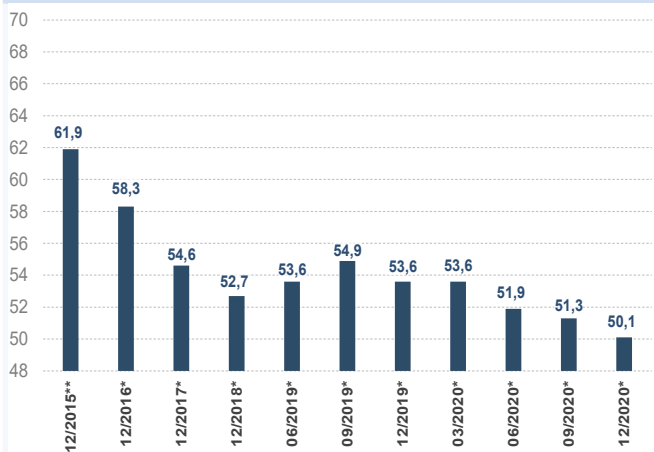
EN MILLIARDS D'EUROS

Mois	Intérêts	Amortissements
avr-21	11,6	28,3
mai-21	8,3	20,2
juin-21	0,5	
juil-21	2,5	8,0
août-21		
sept-21		
oct-21	10,1	37,0
nov-21	1,4	
déc-21		
janv-22		
févr-22		22,5
mars-22	0,5	

Source : Agence France Trésor

## DÉTENTION PAR LES NON-RÉSIDENTS DES TITRES DE LA DETTE NÉGOCIABLE DE L'ÉTAT : 4<sup>ÈME</sup> TRIMESTRE 2020

EN % DE LA DETTE NÉGOCIABLE EXPRIMÉE EN VALEUR DE MARCHÉ



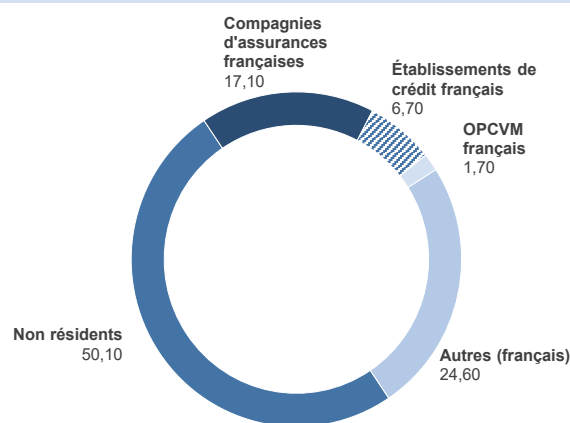
\* Chiffres établis avec les positions titres trimestrielles

\*\* Chiffres révisés avec la position titres du dernier rapport annuel

Source : Banque de France

## DÉTENTION DES TITRES DE LA DETTE NÉGOCIABLE DE L'ÉTAT PAR GROUPE DE PORTEURS : 4<sup>ÈME</sup> TRIMESTRE 2020

STRUCTURE EN % EXPRIMÉE EN VALEUR DE MARCHÉ



Source : Banque de France

## DETTE NÉGOCIABLE DE L'ÉTAT AU 31 MARS 2021

EN EUROS

<b>Total dette à moyen terme et long terme</b>	<b>1 897 248 498 422</b>
Encours démembré	58 605 859 600
Durée de vie moyenne	9 ans et 28 jours
<b>Total dette à court terme</b>	<b>166 706 000 000</b>
Durée de vie moyenne	119 jours
<b>Encours total</b>	<b>2 063 954 498 422</b>
<b>Durée de vie moyenne</b>	<b>8 ans et 135 jours</b>

Source : Agence France Trésor

## DETTE NÉGOCIABLE DE L'ÉTAT DEPUIS FIN 2018 AU 31 MARS 2021

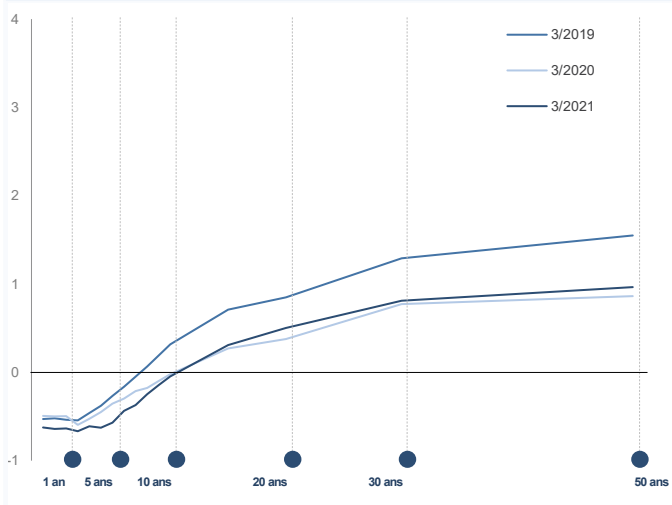
EN MILLIARDS D'EUROS

	Fin 2018	Fin 2019	Fin 2020	Fin fév 2021	Fin mars 2021
<b>Encours de la dette négociable</b>	<b>1 756</b>	<b>1 823</b>	<b>2 001</b>	<b>2 033</b>	<b>2 064</b>
<i>dont titres indexés</i>	220	226	220	224	219
<b>Moyen et Long Terme</b>	<b>1 644</b>	<b>1 716</b>	<b>1 839</b>	<b>1 875</b>	<b>1 897</b>
<b>Court Terme</b>	113	107	162	158	167
<b>Durée de vie moyenne de la dette négociable</b>					
	<b>7 ans</b>	<b>8 ans</b>	<b>8 ans</b>	<b>8 ans</b>	<b>8 ans</b>
	336 jours	63 jours	73 jours	136 jours	135 jours

Source : Agence France Trésor

### COURBE DES TAUX SUR TITRES D'ÉTAT FRANÇAIS

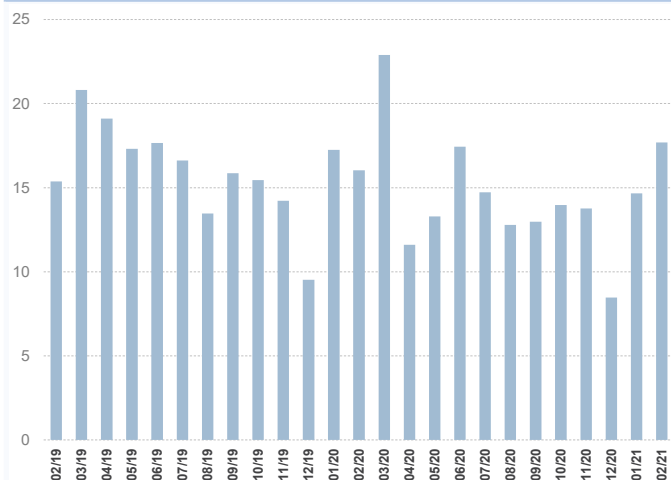
VALEUR EN FIN DE MOIS, EN %



Source : Bloomberg

### VOLUME MOYEN DES TRANSACTIONS QUOTIDIENNES SUR LES TITRES À MOYEN ET LONG TERME

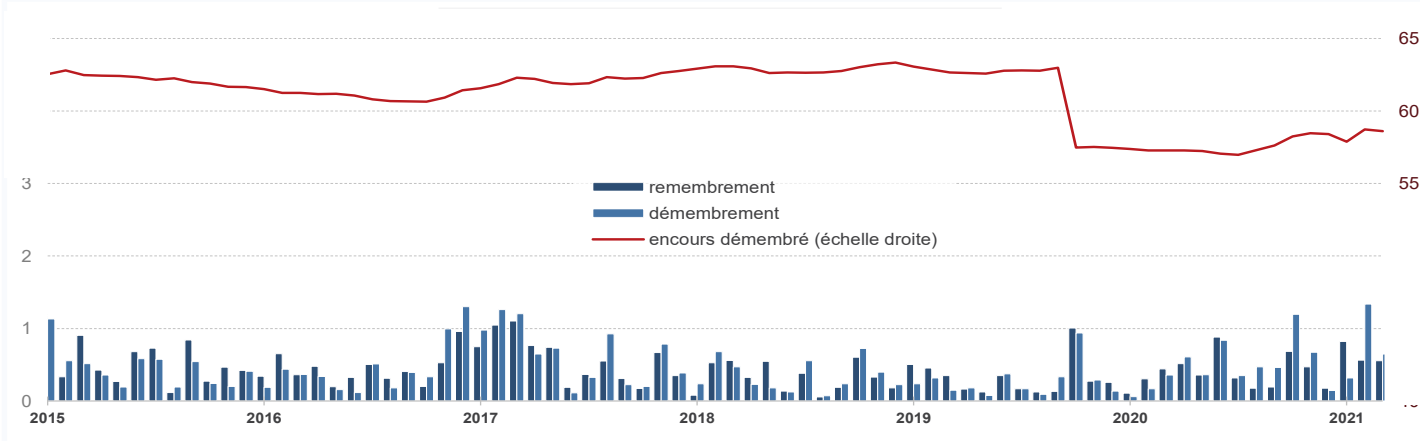
EN MILLIARDS D'EUROS



Source : déclarations des SVT, hors flux réalisés dans le cadre du programme d'achats de titres du secteur public du système européen de l'Eurosysteme

### MONTANT DES OPÉRATIONS DE DÉMEMBRÉMENT ET DE REMEMBREMENT

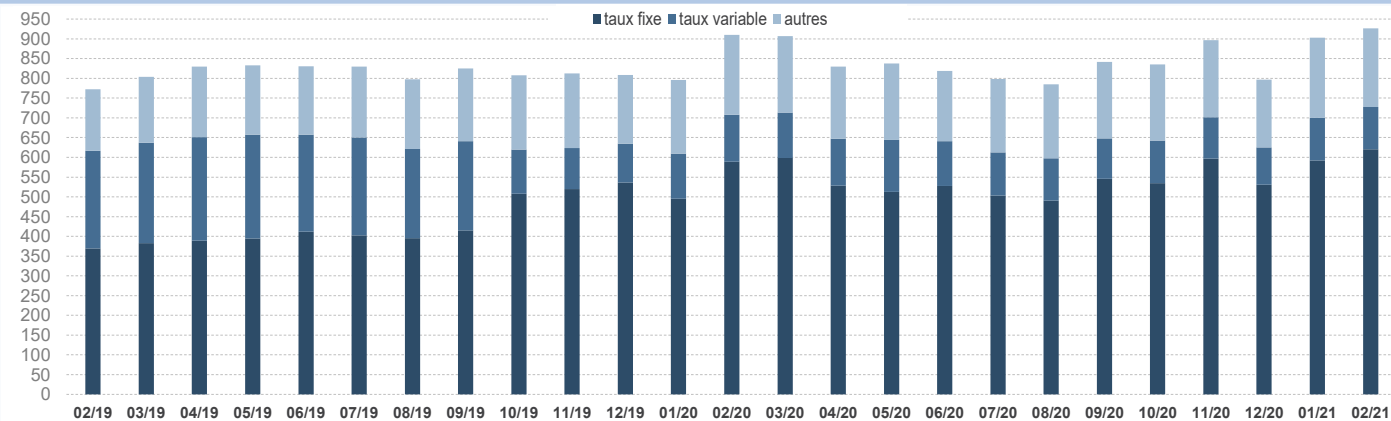
EN MILLIARDS D'EUROS



Source : Euroclear

### ENCOURS CUMULÉS DES PENSIONS DES SVT EN FIN DE MOIS

EN MILLIARDS D'EUROS



Source : déclarations des SVT



**DETTE À COURT TERME AU 31 MARS 2021**

Code ISIN	Échéance	Encours (€)
FR0126461658	BTF 8 avril 2021	7 307 000 000
FR0126461724	BTF 14 avril 2021	8 495 000 000
FR0126001785	BTF 21 avril 2021	10 971 000 000
FR0126461732	BTF 28 avril 2021	5 390 000 000
FR0126461666	BTF 5 mai 2021	7 411 000 000
FR0126461740	BTF 12 mai 2021	6 452 000 000
FR0126001793	BTF 19 mai 2021	8 329 000 000
FR0126461757	BTF 27 mai 2021	5 718 000 000
FR0126461765	BTF 9 juin 2021	6 090 000 000
FR0126001801	BTF 16 juin 2021	13 871 000 000
FR0126461773	BTF 23 juin 2021	5 132 000 000
FR0126461781	BTF 30 juin 2021	5 656 000 000
FR0126310285	BTF 14 juillet 2021	7 449 000 000
FR0126461799	BTF 28 juillet 2021	6 068 000 000
FR0126310293	BTF 11 août 2021	6 688 000 000
FR0126461807	BTF 25 août 2021	4 349 000 000
FR0126310301	BTF 8 septembre 2021	8 685 000 000
FR0126461682	BTF 6 octobre 2021	7 109 000 000
FR0126461690	BTF 4 novembre 2021	8 605 000 000
FR0126461708	BTF 1 décembre 2021	4 874 000 000
FR0126461815	BTF 15 décembre 2021	6 758 000 000
FR0126461823	BTF 26 janvier 2022	6 684 000 000
FR0126461831	BTF 23 février 2022	6 628 000 000
FR0126461849	BTF 23 mars 2022	1 987 000 000

**DETTE À MOYEN ET LONG TERME (ÉCHÉANCES 2021 - 2024) AU 31 MARS 2021**

Code ISIN	Libellé	Encours (€)	Coeff. ind.	Encours nomi. (€)	Démembrés (€)	CAC*
<b>Échéance 2021</b>		<b>93 459 846 300</b>				
FR0010192997	OAT 3,75 % 25 avril 2021	28 307 000 000			0	
FR0013157096	OAT 0,00 % 25 mai 2021	20 209 000 000			0	x
FR0011347046	OATi 0,10 % 25 juillet 2021	7 952 846 300 (1)	1,05266	7 555 000 000	0	
FR0011059088	OAT 3,25 % 25 octobre 2021	36 991 000 000			0	
<b>Échéance 2022</b>		<b>158 456 028 840</b>				
FR0013398583	OAT 0,00 % 25 février 2022	22 528 000 000			0	x
FR0000571044	OAT 8,25 % 25 avril 2022	1 168 939 990			48 888 400	
FR0011196856	OAT 3,00 % 25 avril 2022	45 492 000 000			0	
FR0013219177	OAT 0,00 % 25 mai 2022	30 718 000 000			0	x
FR0010899765	OATéi 1,10 % 25 juillet 2022	22 542 088 850 (1)	1,13545	19 853 000 000	0	
FR0011337880	OAT 2,25 % 25 octobre 2022	36 007 000 000			0	
<b>Échéance 2023</b>		<b>178 822 336 383</b>				
FR0013479102	OAT 0,00 % 25 février 2023	16 070 000 000			0	x
FR0013283686	OAT 0,00 % 25 mars 2023	39 815 000 000			0	x
FR0000571085	OAT 8,50 % 25 avril 2023	10 606 195 903			5 327 465 200	
FR0011486067	OAT 1,75 % 25 mai 2023	46 748 000 000			0	x
FR0010585901	OATi 2,10 % 25 juillet 2023	20 665 140 480 (1)	1,14501	18 048 000 000	0	
FR0010466938	OAT 4,25 % 25 octobre 2023	44 918 000 000			435 985 000	
<b>Échéance 2024</b>		<b>146 347 272 700</b>				
FR0014001N46	OAT 0,00 % 25 février 2024	14 109 000 000			0	x
FR0013344751	OAT 0,00 % 25 mars 2024	39 839 000 000			0	x
FR0011619436	OAT 2,25 % 25 mai 2024	34 810 000 000			0	x
FR0011427848	OATéi 0,25 % 25 juillet 2024	19 053 272 700 (1)	1,06330	17 919 000 000	0	x
FR0011962398	OAT 1,75 % 25 novembre 2024	38 536 000 000			42 000 000	x

(1) valeur nominale x coefficient d'indexation (valeur nominale si le coefficient est inférieur à 1)

\* Les certificats des titres créés après le 1er mars 2013 sont assortis de clauses d'action collectives (CAC) comme tous les titres obligataires de la zone euro, par conséquent non assimilables aux souches émises avant cette date.

**DETTE À MOYEN ET LONG TERME (ÉCHÉANCES 2025 ET PLUS) AU 31 MARS 2021**

Code ISIN	Libellé	Encours (€)	Coef. ind.	Encours nomi. (€)	Démembrés (€)	CAC*
<b>Échéance 2025</b>		<b>162 626 626 288</b>				
FR0012558310	OATi 0,10 % 1 mars 2025	11 846 698 170 (1)	1,04367	11 351 000 000	0	x
FR0013415627	OAT 0,00 % 25 mars 2025	44 618 000 000			0	x
FR0012517027	OAT 0,50 % 25 mai 2025	40 197 000 000			0	x
FR0000571150	OAT 6,00 % 25 octobre 2025	30 653 928 118			2 801 064 400	
FR0012938116	OAT 1,00 % 25 novembre 2025	35 311 000 000			0	x
<b>Échéance 2026</b>		<b>166 623 000 000</b>				
FR0013508470	OAT 0,00 % 25 février 2026	38 047 000 000			0	x
FR0013519253	OAT€i 0,10 % 1 mars 2026	7 062 000 000 (1)	0,99757	7 062 000 000	0	x
FR0010916924	OAT 3,50 % 25 avril 2026	44 202 000 000			0	
FR0013131877	OAT 0,50 % 25 mai 2026	40 437 000 000			0	x
FR0013200813	OAT 0,25 % 25 novembre 2026	36 875 000 000			0	x
<b>Échéance 2027</b>		<b>109 286 982 000</b>				
FR0013250560	OAT 1,00 % 25 mai 2027	36 296 000 000			0	x
FR0011008705	OAT€i 1,85 % 25 juillet 2027	23 676 982 000 (1)	1,11895	21 160 000 000	0	
FR0011317783	OAT 2,75 % 25 octobre 2027	49 314 000 000			61 943 600	
<b>Échéance 2028</b>		<b>103 423 797 817</b>				
FR0013238268	OATi 0,10 % 1 mars 2028	13 453 400 160 (1)	1,04193	12 912 000 000	0	x
FR0000571226	OAT zéro coupon 28 mars 2028	31 397 657 (3)		46 232 603	–	
FR0013286192	OAT 0,75 % 25 mai 2028	47 500 000 000			0	x
FR0013341682	OAT 0,75 % 25 novembre 2028	42 439 000 000			0	x
<b>Échéance 2029</b>		<b>141 027 905 984</b>				
FR0013410552	OAT€i 0,10 % 1 mars 2029	9 136 473 360 (1)	1,00744	9 069 000 000	0	x
FR0000571218	OAT 5,50 % 25 avril 2029	39 618 880 458			2 272 446 100	
FR0013407236	OAT 0,50 % 25 mai 2029	39 818 000 000			0	x
FR0000186413	OATi 3,40 % 25 juillet 2029	11 989 552 166 (1)	1,30532	9 185 144 000	0	
FR0013451507	OAT 0,00 % 25 novembre 2029	40 465 000 000			0	x
<b>Échéance 2030</b>		<b>111 895 669 320</b>				
FR0011883966	OAT 2,50 % 25 mai 2030	49 233 000 000			0	x
FR0011982776	OAT€i 0,70 % 25 juillet 2030	17 437 669 320 (1)	1,04964	16 613 000 000	0	x
FR0013516549	OAT 0,00 % 25 novembre 2030	45 225 000 000			0	x
<b>Échéance 2031</b>		<b>51 477 000 000</b>				
FR0012993103	OAT 1,50 % 25 mai 2031	49 107 000 000			53 900 000	x
FR0014001N38	OAT€i 0,10 % 25 juillet 2031	2 370 000 000 (1)	0,99911	2 370 000 000	0	x
<b>Échéances 2032 et plus</b>		<b>473 802 032 790</b>				
FR0000188799	OAT€i 3,15 % 25 juillet 2032	13 997 310 080 (1)	1,29413	10 816 000 000	0	
FR0000187635	OAT 5,75 % 25 octobre 2032	34 059 322 600			10 834 757 400	
FR0013313582	OAT 1,25 % 25 mai 2034	36 541 000 000			0	x
FR0010070060	OAT 4,75 % 25 avril 2035	29 004 000 000			3 702 037 000	
FR0013524014	OATi 0,10 % 1 mars 2036	4 317 000 000 (1)	0,99852	4 317 000 000	0	x
FR0013154044	OAT 1,25 % 25 mai 2036	39 188 000 000			0	x
FR0013327491	OAT€i 0,10 % 25 juillet 2036	7 607 123 280 (1)	1,02952	7 389 000 000	0	x
FR0010371401	OAT 4,00 % 25 octobre 2038	26 534 000 000			4 685 841 400	
FR0013234333	OAT 1,75 % 25 juin 2039	28 874 000 000			0	x
FR0013515806	OAT 0,50 % 25 mai 2040	16 129 000 000			0	x
FR0010447367	OAT€i 1,80 % 25 juillet 2040	14 321 705 190 (1)	1,19877	11 947 000 000	0	
FR0010773192	OAT 4,50 % 25 avril 2041	37 558 000 000			5 591 299 000	
FR0014002JM6	OAT 0,50 % 25 juin 2044	7 000 000 000			0	x
FR0011461037	OAT 3,25 % 25 mai 2045	25 824 000 000			884 510 000	x
FR0013209871	OAT€i 0,10 % 25 juillet 2047	11 306 571 640 (1)	1,04468	10 823 000 000	0	x
FR0013257524	OAT 2,00 % 25 mai 2048	28 759 000 000			631 700 000	x
FR0013404969	OAT 1,50 % 25 mai 2050	31 274 000 000			111 300 000	x
FR0013480613	OAT 0,75 % 25 mai 2052	26 754 000 000			246 000 000	x
FR0010171975	OAT 4,00 % 25 avril 2055	18 061 000 000			10 822 218 000	
FR0010870956	OAT 4,00 % 25 avril 2060	16 696 000 000			8 751 304 100	
FR0013154028	OAT 1,75 % 25 mai 2066	12 997 000 000			1 270 800 000	x
FR0014001NN8	OAT 0,50 % 25 mai 2072	7 000 000 000			30 400 000	x

[1] valeur nominale x coefficient d'indexation (valeur nominale si le coefficient est inférieur à 1)

[3] valeur actualisée au 28 mars 2020 ; non offerte à la souscription

\* Les certificats des titres créés après le 1er mars 2013 sont assortis de clauses d'action collectives (CAC) comme tous les titres obligataires de la zone euro, par conséquent non assimilables aux souches émises avant cette date.





### DERNIERS INDICATEURS CONJONCTURELS

Production industrielle, glissement annuel	-3,3 %	02/2021
Consommation des ménages*, glissement annuel	-0,2 %	02/2021
Taux de chômage (BIT)	8,0 %	T4-2020
Prix à la consommation, glissement annuel		
• ensemble	1,1 %	03/2021
• ensemble hors tabac	1,0 %	03/2021
Solde commercial, fab-fab, cvs	-5,2 Md€	02/2021
" "	-4,2 Md€	01/2021
Solde des transactions courantes, cvs	-2,6 Md€	02/2021
" "	-2,0 Md€	01/2021
Taux de l'échéance constante 10 ans (TEC10)	0,08 %	30/4/2021
Taux d'intérêt à 3 mois (Euribor)	-0,54 %	30/4/2021
Euro / dollar	1,21	30/4/2021
Euro / yen	131,64	30/4/2021

\* produits manufacturés  
Sources : Insee, Minéfi, Banque de France

### SITUATION MENSUELLE DU BUDGET DE L'ÉTAT

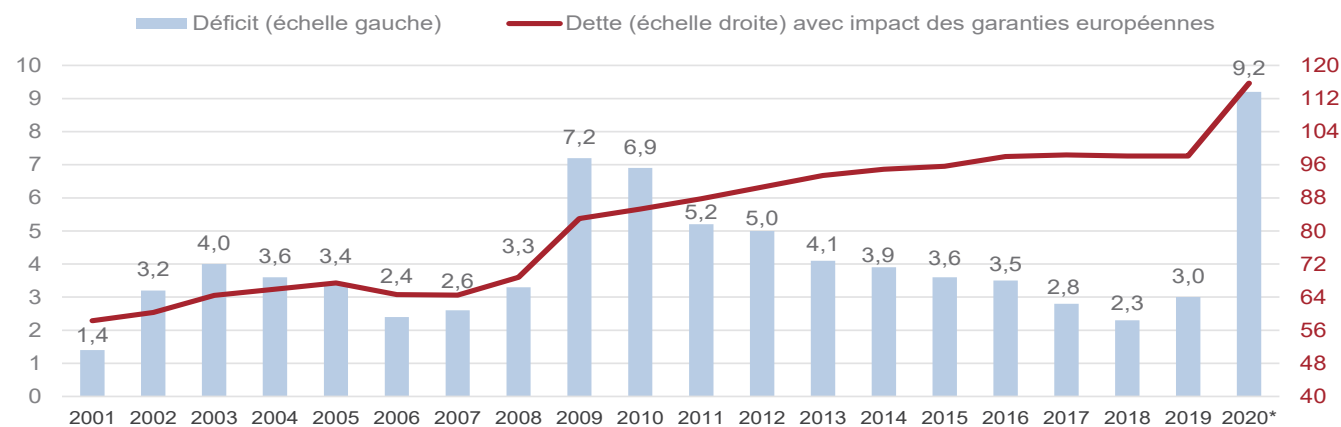
EN MILLIARDS D'EUROS

	2019	2020	niveau à la fin février		
			2019	2020	2021
Solde du budget général	-96,91	-172,68	-27,44	-24,83	-35,49
Recettes	301,07	282,69	36,65	40,61	39,93
Dépenses	397,98	455,37	64,09	64,84	75,41
Solde des comptes spéciaux du Trésor	4,06	-5,42	-9,46	-10,38	-11,98
Solde général d'exécution	-92,69	-178,10	-36,90	-35,21	-47,47

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de la Relance

### FINANCES PUBLIQUES : DÉFICIT ET DETTE

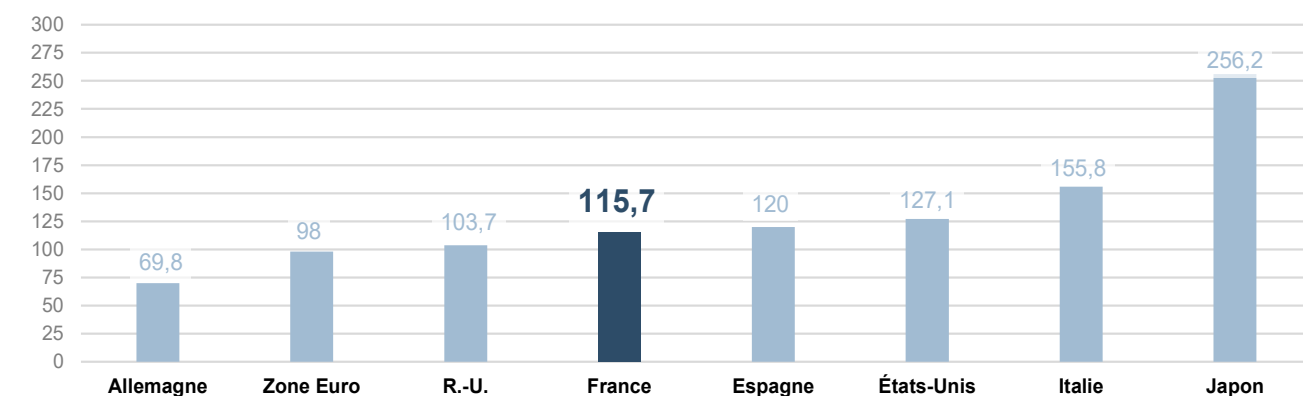
EN % DU PIB




Source : Insee (estimations préliminaires\*)

### DETTE DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES EN 2020

EN % DU PIB



Sources : Eurostat, FMI, Insee (les données 2020 harmonisées par la commission européenne seront publiées fin mai 2021)

MAI 2021 

<b>7</b> Indice de production industrielle en mars	<b>7</b> ICommerce extérieur en valeur en mars	<b>7</b> Balance des paiements en mars	<b>12</b> Indice des prix à la consommation en avril	<b>14</b> Réserves nettes de change en avril	<b>19</b> Inflation IPCH : indice de d'avril
<b>26</b> Enquête mensuelle de conjoncture dans l'industrie en mai	<b>26</b> Enquête mensuelle de conjoncture auprès des ménages en mai	<b>28</b> Comptes nationaux trimestriels : résultats détaillés T1 2021	<b>28</b> Indice des Indices de prix de production et d'importation de l'industrie en avril		

JUIN 2021 

<b>8</b> Commerce extérieur en valeur en avril	<b>8</b> Balance des paiements en avril	<b>10</b> Indice de la production industrielle en avril	<b>15</b> Indice des prix à la consommation en mai	<b>15</b> Réserves nettes de change en mai	<b>24</b> Enquête mensuelle de conjoncture dans l'industrie en juin
<b>25</b> Dettes trimestrielles de Maastricht des administrations publiques : T1 2021	<b>29</b> Enquête mensuelle de conjoncture auprès des ménages en juin	<b>30</b> Indices des prix de production et d'importation dans l'industrie en mai			

Sources : Insee, Eurostat

Directeur de publication : Anthony Requin  
Rédaction : Agence France Trésor  
Disponible en français, anglais et également en arabe, chinois, espagnol, japonais et russe sur demande

[www.aft.gouv.fr](http://www.aft.gouv.fr)

Bloomberg : TREX<GO> • REUTERS : <TRESOR> • in

Cette publication, propriété exclusive de l'AFT, est protégée, dans toutes ses composantes, par les dispositions du code de la propriété intellectuelle, notamment celles relatives aux droits d'auteur. Toute reproduction des contenus, intégrale ou partielle, par quelque moyen que ce soit, non autorisée par l'Agence, est strictement interdite. En conséquence, toute reproduction des contenus de l'œuvre, exclusivement limitée à des fins non commerciales, devra dans tous les cas obtenir l'autorisation du titulaire des droits. La demande d'autorisation devra être exercée auprès du directeur de la publication, par courriel, à l'adresse suivante : « [contact@aft.gouv.fr](mailto:contact@aft.gouv.fr) ».

Les réutilisations devront indiquer la source et la date de la reproduction, assorties du symbole « © Agence France Trésor ».